

Le pouvoir aux travailleurs

02 MARS 2008

N° 141

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LE GOUVERNEMENT VEUT BAILLONNER UN PEU PLUS LES TRAVAILLEURS POUR LE PLUS GRAND BIEN DE LEURS EXPLOITEURS	2
- SOUS PRETEXTE DE S'OCCUPER DE L'INSALUBRITE LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX PETITS COMMERCANTS !	3
- CHAUDE MANIFESTATION CONTRE LA SODECI À ABOBO PK18 : RAS-LE-BOL DES COUPURES D'EAU !	3 - 4
- CONDITIONS MISERABLES DE VIE DES SERVANTES ET VIGILES DANS LES QUARTIERS PRECAIRES DE COCODY	5
- UN AGENT DE SOCIETES DE GARDIENNAGE TEMOIGNE	6
- SIVOP : LA GALERE D'UN JOURNALIER	6 - 7
- DARLING: EMBAUCHÉS OU PAS, LE PATRON TRAITE LES TRAVAILLEURS COMME DES MOINS QUE RIEN	7 - 8
- DARLING : AUGMENTATION INACCEPTABLE DU RENDEMENT ! ..	8
- GANDOUR : PAS D'AUMONE, MAIS DES SALAIRES DECENTS POUR TOUS ! ...	9
- BATIMENT : UNE PETITE VICTOIRE QUI REDONNE LE MORAL	9 - 10
- BURKINA FASO : FLAMBEE DES PRIX LA POPULATION CRIE SON RAS-LE-BOL ! ...	11 - 12
- CUBA : FIDEL CASTRO QUITTE LE POUVOIR	12 - 13

**LE GOUVERNEMENT VEUT BAILLONNER UN PEU PLUS LES TRAVAILLEURS
POUR LE PLUS GRAND BIEN DE LEURS EXPLOITEURS**

Au moment où les maigres salaires des petits employés de l'Etat comme ceux des travailleurs du secteur privé fondent comme beurre au soleil à causes des augmentations incessantes des prix des marchandises et du transport entre autres, mais aussi à cause du blocage des salaires depuis des années, le chef de l'Etat multiplie les menaces à l'encontre de tous ceux qui seraient tentés de recourir à des mouvements de grèves revendicatives.

C'est ainsi que lors de la cérémonie du 45^{ème} anniversaire de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) le 6 février dernier, il a déploré une nouvelle fois que ce pays soit atteint de la « grévomania » (la maladie de la grève). Pour lui « Les gens sont en grève pour rien et pour n'importe quoi ». Mais depuis quand les travailleurs se mettent en grève pour « n'importe quoi » ? Si pour lui l'augmentation des salaires c'est « n'importe quoi », ce n'est pas le cas pour l'ensemble des petits salariés de ce pays. Sait-il que lorsqu'il y a des grèves, les travailleurs ne sont pas payés et de plus ils sont sanctionnés, parfois licenciés comme des pestiférés? Au lieu de dire que nos salaires devraient être revus à la hausse pour compenser la cherté de la vie, il s'en prend à ceux qui osent revendiquer.

Nos conditions d'existence désastreuses ne préoccupent ni les tenants du pouvoir ni les patrons, toujours plus voraces. Ce que veulent ces derniers, c'est tirer de notre force de travail le maximum de profit tout en maintenant les salaires au plus bas. Ces patrons bafouent les droits les plus élémentaires des travailleurs d'autant plus facilement qu'ils savent que ceux qui dirigent ce pays, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, sont de leur côté.

Lorsque Gbagbo dit que « actuellement celui qui se met en grève est un criminel », il dit clairement son mépris envers l'ensemble du monde du travail. Lorsqu'il dit que la loi en vigueur sur les droits de grève n'est pas assez dure contre les salariés et qu' «une nouvelle loi du travail s'impose après la guerre», il dit clairement qu'il veut encore plus réduire les droits des salariés. Ces paroles, s'il y avait lieu encore, balayent les illusions de ceux qui espéraient que l'amélioration de leur sort pouvait venir du côté de la présidence.

Ainsi donc pour Gbagbo les travailleurs ne doivent ni revendiquer, ni faire la grève parce que le pays serait en crise. Mais pendant ce temps, il laisse les mains libres aux employeurs pour profiter de cette situation en précarisant encore plus la vie des travailleurs. C'est ainsi que les entreprises n'embauchent plus même quand leurs carnets de commande sont remplis. L'emploi de journaliers corvéables à merci s'est répandu tout comme les heures supplémentaires obligatoires souvent non payées.

C'est le même mépris envers les populations pauvres que le gouvernement et les autorités municipales affichent lorsqu'ils envoient les « forces de l'ordre » pour débarrasser les rues de certains quartiers sur les trottoirs desquels les petits marchands vendent de petites choses pour survivre. C'est ce même mépris qui anime les autorités lorsque les policiers sont envoyés contre les habitants d'Abobo qui ont manifesté tout dernièrement contre les coupures d'eau dans leur quartier.

Partout et dans tous les domaines lorsque les travailleurs ou les habitants des quartiers pauvres essaient d'agir pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, ils trouvent sur leur chemin le gouvernement, toujours de mèche avec ceux qui affament les travailleurs. Mais à force de mépriser ainsi les classes pauvres, ces gens-là finiront par provoquer la grande colère qu'ils méritent.

**SOUS PRETEXTE DE S'OCCUPER DE L'INSALUBRITÉ
LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX PETITS COMMERCANTS !**

Chasser les petits commerçants de temps à autre des trottoirs est devenu l'activité favorite des autorités dans leur prétendue lutte contre l'insalubrité. Chaque année on envoie contre eux des hommes en armes dans le cadre des opérations dites de « déguerpissements » sans pour autant résoudre le problème récurrent de la saleté. En 2007, ce fut le maire de la commune de Cocody qui sans aucun préalable, s'attaqua aux installations des petits commerçants tout au long du boulevard Latrille.

Cette année, c'est le ministre de la Salubrité publique qui, a annoncé les couleurs à Adjamé. Mais ce fut de manière lâche. C'est tard dans la nuit du 6 au 7 février, aux environs de 2 heures que, en la présence du ministre lui-même, escorté par une cohorte de policiers, un commando a détruit à l'aide d'un bulldozer les baraques sur les trottoirs dans le quartier de 220 logements. Il savait bien que c'était une décision impopulaire. C'est pourquoi, de peur d'essuyer la colère de la population, il a agi nuitamment. Les commerçants n'étant pas présents, ils ont perdu

presque tous leurs biens. Ceux qui ont pris cette décision savent pourtant qu'avec le chômage, la précarité du travail, les bas salaires, c'est de ce petit commerce que dépendent plusieurs familles. Mais de ça, ces représentants de la haute société s'en fichent.

Ces autorités, plutôt hardis et prompts à s'en prendre aux petits commerçants, sont incapables ou insoucieux de rendre les communes propres. Dans les communes comme Adjamé ou Abobo, les rues sont jonchées d'ordures, sources de maladies épidémiques. A Adjamé, le boulevard Nangui Abrogoua ploie sous le poids des ordures à tel point que c'est sur place qu'on procède à l'incinération. Ce qui provoque d'ailleurs des fumées et des odeurs irrespirables pour les populations environnantes. Alors, au lieu de se livrer à des actions d'éclat comme la chasse aux petits commerçants, le ministre ferait mieux de s'attaquer réellement à l'insalubrité. Mais il est sûrement moins coûteux d'accuser la population pauvre que de faire sortir de l'argent de la caisse pour rendre les quartiers propres.

**CHAUDE MANIFESTATION CONTRE LA SODECI À ABOBO PK18 :
RAS-LE-BOL DES COUPURES D'EAU !**

Le 20 février dernier, à 4 heures du matin, une femme transportant de l'eau a été renversée par un véhicule à Abobo N'dotré sur la route d'Anyama. Elle est morte sur le coup. Cet accident mortel a provoqué une indignation et un coup de colère des habitants du quartier. Partout des mécontentements s'élevaient. « A cause de l'eau elle est morte ! » Du coup, les habitants posent des barricades, bloquent la circulation. Mais quelques heures après, un détachement de la BAE intervient. Cette police lance des gaz lacrymogènes et matraquent les manifestants. Lors de cet affrontement,

les vitres d'une dizaine de camions ont volé en éclats. Par la suite, les manifestants sont allés faire un sit-in de protestation devant la direction locale de la Sodeci.

La mort de cette porteuse d'eau n'a été que l'élément déclencheur de la colère. Mais celle-ci couvait depuis fort longtemps à cause des coupures intempestives d'eau faites par la Sodeci. En effet, cela fait des mois que ce quartier souffre d'un manque d'eau. La direction de la Sodeci reconnaît qu'il y a des coupures d'eau. Elle reconnaît aussi le manque d'infrastructures hydrauliques

à travers toute la ville d'Abidjan. Cette défaillance fait qu'aujourd'hui, dans plusieurs communes et plus particulièrement à Abobo, les femmes sont obligées de parcourir des kilomètres, bassine sur la tête, enfant au dos, à des heures tardives, à la recherche d'une goutte d'eau. Cette pénurie aggravée dure depuis trois mois. Mais cela fait plusieurs années que le problème d'eau se pose et ça fait aussi plusieurs années que la SODECI ne fait rien pour y remédier. Pas de nouveaux forages, pas de construction de châteaux d'eau ni de canalisations adéquates. Et pour se dédouaner, la direction accuse la démographie démesurée de la population abidjanaise comme si c'était une démographie spontanée. Rappelons pour mémoire que toute l'agglomération d'Abidjan est alimentée par des forages. Ils sont au nombre de 97. Mais depuis l'année 1999 aucun nouveau forage n'a été effectué alors que pendant ce temps la population a peut-être doublé.

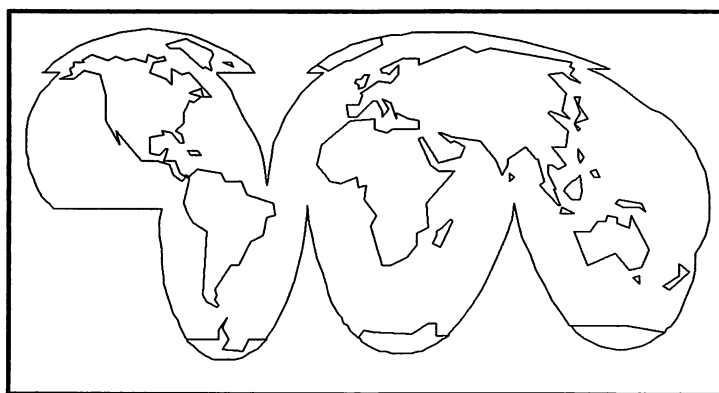
Pour satisfaire la demande croissante, il faut de nouveaux forages, de nouveaux châteaux d'eau, des bassins de stockage, des canalisations etc. Mais la SODECI s'en lave les mains.

Comme tant d'autres entreprises d'Etat, elle a été privatisée dans les années 90. Le groupe Bouygues qui l'a racheté, ne s'occupe que de la distribution c'est-à-dire encaisser les factures. Quant aux investissements pour les infrastructures et l'entretien de ce qui existe, la charge incombe à l'Etat. Mais ce dernier ferme les yeux lorsqu'il s'agit d'investir dans des infrastructures utiles à la population.

Alors, faute de tous ces travaux et aménagements ce sont les quartiers pauvres qui sont privés d'eau alors que dans les quartiers résidentiels des riches, elle ne manque jamais, même pour remplir leurs piscines et arroser leurs pelouses.

Les habitants d'Abobo N'dotrè ont eu raison de manifester. La répression qu'ils ont subie de la part des « forces de l'ordre » montre tout le mépris des autorités à l'égard des couches populaires. Leur manifestation a été brisée mais ils ont tout de même réussi à exprimer leur indignation et leur volonté de réclamer le droit à la vie et au respect. C'est une réaction salutaire qui pourrait faire tache d'huile.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

CONDITIONS MISERABLES DE VIE DES SERVANTES ET VIGILES DANS LES QUARTIERS PRECAIRES DE COCODY

Servantes, femmes de ménage, nounous, boys et vigiles sont aujourd'hui présents dans presque toutes les maisons de bourgeois et petits bourgeois. Ce sont eux qui accompagnent les enfants à l'école, qui nettoient la maison, font le déjeuner et le dîner, qui veillent sur les enfants et sur la maison, qui lavent le linge sale, etc. Tout cela pour un salaire de misère. Ils travaillent dans les maisons luxueuses du quartier chic de Cocody et viennent dormir pour la plupart dans les quartiers précaires situés dans les bas fonds de la commune. Ces petits employés ont élu domicile près de leur lieu de travail parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement. Ainsi, habitant là, ils peuvent aller à pied au travail.

La plupart des habitations sont faites de matériaux de bois et du plastique noir. Sur une superficie de 8 m², c'est souvent une famille de quatre à six personnes qui logent dans ces baraques. Pour une dizaine de baraques regroupées en un endroit, il n'y a qu'une latrine et un petit endroit aménagé pour la toilette. Puisqu'il n'existe pas de fosse septique, l'eau de toilette coule dans les ruelles qu'il faut enjamber pour rejoindre la cabane qui sert de dortoir. Ce sont aussi des enfants qui par manque d'aire de jeu traînent souvent dans ces eaux sources de maladies telle que la fièvre typhoïde et bien d'autres liées à la saleté. Il est rare de trouver de l'eau courante dans ces quartiers. Certains se débrouillent pour

en trouver chez des particuliers qui la leur vendent. Ce que les responsables de la Sodeci trouvent illégal. Ainsi donc lorsque leurs contrôleurs passent, c'est tout le quartier qui est privé d'eau pendant des jours voire des semaines.

Dans ces quartiers, il n'y pas d'école. Les enfants dont les parents ont un peu d'argent pour les scolariser doivent faire au moins deux kilomètres pour joindre leur école. Ceux qui n'ont pas la chance de fréquenter l'école réglementaire, sont entassés dans une baraque du quartier qui fait office de salle de classe où ils reçoivent un enseignement au rabais. Les salaires des parents sont tellement insuffisants que certains enfants, surtout les petites filles, sont obligées de vendre de l'eau glacée ou des jus dans le quartier.

Les travailleurs de ces quartiers précaires côtoient la richesse chaque jour dans les maisons de leurs patrons. Ce sont eux qui veillent et entretiennent ces maisons luxueuses. Les soirs, ils viennent renouer avec la misère et la crasse de leur quartier. C'est ce que la société capitaliste offre à l'humanité. Une société où ceux qui produisent les richesses, entretiennent la vile, font marcher les machines, sont méprisés, écrasés alors que ceux qui sont les plus feignants, les plus parasites bénéficient de tous les privilèges. Une telle société qui marche sur la tête n'est pas inacceptable. Cela ne durera pas jusqu'à la fin des temps.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN AGENT DE SOCIÉTÉS DE GARDIENNAGE TEMOIGNE

« Je travaille à VIGASSISTANCE (société de sécurité) comme vigile depuis février 2006. Aujourd'hui j'ai deux ans de service. Pour ne pas m'embaucher au bout de cette période, les patrons m'ont demandé de faire une lettre d'intégration et d'attendre une semaine à la maison pour soi-disant vérifier si pendant ces deux ans je n'ai pas été un agent véreux. Après la semaine, je fus réintégré avec un nouveau numéro matricule. C'était comme si je n'avais jamais travaillé dans cette entreprise. C'est quand j'ai essayé de comprendre pourquoi je n'avais plus le même matricule, que j'ai compris comment la société fonctionnait. Il y a des collègues qui ont fait sept à huit ans et qui ne sont pas embauchés. A la fin de leur deuxième année, ils sont relâchés pendant une semaine et ensuite ils sont réintégré avec un nouveau matricule.

Le salaire de base d'un vigile est environ 30 000 F. Lorsqu'on ajoute la prime de transport qui est de 20 000 F nous atteignons 50 000 F. Mon salaire varie entre 50 000 et 55 000 F à condition de travailler 6 jours sur 7 et 12 heures par jour. Mais là encore les patrons, pour ne pas nous verser la totalité de cette

somme, viennent de nous imposer une assurance bidon de 3000 F qu'il prend sur notre salaire. Cela n'existait pas avant. Il nous est aussi prélevée une somme pour notre tenue de travail ».

Les travailleurs de ces sociétés de gardiennage ne bénéficient d'aucune prime de sécurité alors qu'ils sont exposés aux attaques des bandits souvent fortement armés.

Ces sociétés profitent de la situation de chômage grandissant pour imposer des conditions de travail intolérables aux jeunes qu'elles emploient. Aucune société, grande ou petite ne fait exception. De Vigassistance en passant par RMO, SMO et autre BGSP, les salaires et les conditions de travail demeurent les mêmes. Souvent ces agents dits de sécurité sont obligés de faire d'autres boulots, pour joindre les deux bouts.

Ils vivent finalement les mêmes conditions d'existence que l'ensemble des travailleurs et leur sort est lié à l'ensemble du monde du travail.

SIVOP : LA GALERE D'UN JOURNALIER

L'utilisation du travail journalier est une pratique qui se généralise. Cette pratique permet aux exploiters de fragiliser encore plus les travailleurs pour en tirer plus de profits. Voici un témoignage d'un ouvrier journalier de SIVOP, usine cosmétique à Yopougon :

« Nous sommes employés sous des contrats à durée déterminée de 6 mois. Une fois, cette période terminée, le travailleur a droit à un repos forcé d'une semaine ou d'un mois. C'est après ce

temps de rupture de contrat qu'il peut prétendre à un autre contrat, toujours de 6 mois.

En réalité, nous n'avons aucun contrat. Une fois l'« embauche » pour les 6 mois acceptée, on nous remet un papier de règlement intérieur où figure nos devoirs envers les patrons. Quant à nos droits, pour un journalier, ça n'existe pas. Et pour preuve, nous n'avons pas droit à une simple permission même si cela est justifié. Lorsqu'un travailleur en

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

fait la demande, même pour un jour, pour le décourager, on lui dit d'office de s'absenter toute une semaine sans être payé. Il arrive aussi que les embauchés se voient refuser les permissions jusqu'à ce qu'il arrive un accident de travail qui forcera le patron à accorder le repos.

Dans notre section de fabrication de Talc (poudre pour bébés), gare à celui qui, fatigué, s'arrête un petit moment. Si par malheur un patron passe par là, c'est une mise à pied sans avertissement.

Nos collègues qui déchargent ou tirent les palettes sont confrontés aux mêmes problèmes. Ils travaillent toute la journée sous l'œil vigilant des chefs qui tournent autour d'eux. Et nous faisons tout ce dur travail pour un salaire

journalier de 2460 F, tout compris. Avec un tel salaire, c'est difficile de payer le transport, le loyer et pour ceux qui ont une femme et des enfants, c'est tout simplement difficile de vivre.

Dès le début, on espère un jour être embauché. C'est ce que les patrons nous font miroiter pour nous faire travailler plus. Mais plus le temps passe, plus on perd de l'espoir. Evidemment, rien n'oblige le patron à embaucher car ce statut de journalier l'arrange. C'est d'ailleurs ce que pratiquent tous les patrons dans la zone. Ils sont ainsi exempts de tout engagement vis-à-vis de nous les journaliers qui sommes pourtant les plus nombreux».

DARLING: EMBAUCHÉS OU PAS, LE PATRON TRAITE LES TRAVAILLEURS COMME DES MOINS QUE RIEN

La société Darling existe depuis plus d'une vingtaine d'années. Pour moins de 100 travailleurs embauchés il y a plus de 500 journaliers ou contractuels. Les conditions de travail et de vie des travailleurs, embauchés ou journaliers, sont déplorables. Pour la Direction, ce qui compte, c'est le profit, toujours plus de profits même si cela entraîne les travailleurs vers la mort.

Voici le récit d'un travailleur : « je suis un machiniste. Mais comme tous les autres machinistes, je travaille sans chaussures de sécurité. Nous sommes ainsi exposés à des courts circuits électriques. Les produits que nous utilisons sont très toxiques mais nous n'avons pas droit à des cache-nez. Beaucoup de nos collègues sont morts suite à des maladies provoquées par nos mauvaises conditions de travail. Mais quand on demande un minimum de mesures de protection à notre patron, il nous répond avec mépris : « vous pouvez mourir comme des moutons, ce n'est pas mon problème. Celui qui veut, peut partir où il veut parce que même si mon

entreprise s'arrête, je suis déjà riche pour cent ans ! »

Nous n'avons plus droit aux primes de rendement qui était de 2 500 F et pourtant la production a plus que doublé. Depuis l'année 2000, personne n'a plus changé de catégorie. Nous avons parmi nous des collègues qui ont plus de 23 ans de service et qui ont été décorés mais qui sont toujours bloqués dans la 4^{ème} catégorie. Avec une telle catégorie, la pension de retraite ne sera qu'une misère.

Notre chef d'usine est une dame qui fait la pluie et le beau temps. Elle renvoie quand elle veut et qui elle veut. Quand on s'adresse au grand patron, il nous dit que cette dernière est son « dieu », parce que c'est elle qui fait ses commandes de produits dans les autres pays en tant que directrice commerciale. Mais ce que le directeur oublie c'est qu'une fois que les produits sont là, c'est notre travail qui les transforme en produits finis. C'est par notre labour que ça devient des mèches prêtes à l'utilisation et non le miracle de son « dieu ».

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Mais ce qui nous a révolté le plus c'est l'attitude du patron quand notre collègue qui avait plus de 23 ans de service est décédée. Elle a travaillé durement pendant toutes ces années et a contribué à produire ce qui a fait la fortune de ce patron. A la mort de cette collègue celui-ci n'a déboursé que la

somme de 20.000 F. Ça montre tout le mépris qu'il a pour cette ouvrière qui a tout donné pour l'enrichir ».

Cet exploiteur qui se permet d'afficher une telle attitude méprisante finira par récolter ce qu'il mérite : une réaction collective et combative des salariés.

DARLING : AUGMENTATION INACCEPTABLE DU RENDEMENT !

Les patrons de Darling sont entrés dans une logique d'augmentation rapide du rendement sans décaisser le moindre centime supplémentaire.

Voici un exemple flagrant. Dans la section tissage, au roulage, ces patrons demandaient auparavant en 8 heures de travail 100 pièces de mèche. Dès le mois de janvier de l'année 2008, changement de situation. Il faut désormais produire obligatoirement 120 pièces toujours pendant les mêmes 8 heures de travail sans aucune augmentation du salaire pour autant. Début février, une fois de plus, les travailleurs subissent de nouvelles aggravations. On passe des 120 pièces obligatoires à 132, soit une hausse 32% en l'espace d'un mois seulement sans compensation salariale.

Mi février, la direction demande à tous les travailleurs qui le veulent, de faire une heure supplémentaire payée au même tarif que les heures normales, mais dans ce cas, il faut sortir en 9 heures 152 pièces. Ils profitent ainsi de la vulnérabilité et de la désorganisation des travailleurs dont l'écrasante majorité est composée de journaliers pour imposer un rythme de travail inacceptable.

L'accumulation de toutes ces aggravations des conditions de travail commence à provoquer quelques grognements. Mais la direction a anticipé en licenciant 3 journaliers à qui il est officiellement reproché de fréquenter de trop près les embauchés. C'est un signal envoyé à tous ceux qui seraient tentés d'agir ensemble. En réalité, les patrons craignent que tous les travailleurs, embauchés comme journaliers se mettent ensemble pour unir leur force.

De plus, dans cette entreprise, les travailleurs n'ont pas droit à la parole. Ils doivent se contenter d'exécuter ce qu'on leur demande. Même les chefs qui sont pourtant un peu proches des patrons n'échappent pas à cette logique. Récemment, il y en a un qui a passé 4 jours non pointés à la maison pour n'avoir pas exécuté à la lettre ce qu'on lui a demandé.

C'est ainsi qu'à Darling, les patrons traitent leurs travailleurs. Mais ce qu'ils doivent savoir, c'est que ceux-ci ne sont pas des machines, encore que même les machines ont besoin de repos et de beaucoup d'entretiens.

BURKINA FASO : FLAMBEE DES PRIX LA POPULATION CRIE SON RAS-LE-BOL !

La capitale burkinabé, Ouagadougou, n'a pas échappé à la vague de colère commencée à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays. En une douzaine de jours plusieurs localités ont connu la même situation, dont la ville de Banfora, la dernière grande ville avant la frontière ivoirienne. Partout, les populations ont exprimé leur colère dans la rue face à la flambée des prix. Quelques bâtiments gouvernementaux comme la Douane ou la Mairie de la ville de Bobo en ont fait les frais, ainsi que des feux de signalisation routière qui ont été vandalisés.

Ce coup de colère n'attendait en fait qu'une étincelle depuis longtemps pour exploser. Elle est venue du gouvernement lui-même qui a multiplié d'un seul coup par 3 ou 4 les sommes à payer pour les patentes et autres taxes à n'en plus finir imposées aux « commerçants », mécaniciens, coiffeurs, tenants des kiosques, à tous ceux qui se débrouillent grâce à des petits métiers, et ils sont nombreux surtout par ces temps difficiles. C'était la goutte d'eau de trop qui a fait déborder le vase.

La population n'en peut plus de subir sans broncher ces augmentations successives des prix du maïs, du riz, de l'huile, du savon, du carburant nécessaire pour les mobylettes, etc, qui atteignent des prix sans rapport avec les maigres revenus de la grande majorité des burkinabé. Par exemple, un dur labeur à l'usine est payé à 1 200 Fr la journée. Mais, faut-il encore trouver du travail ! Un coupeur de canne dans une plantation agro-industrielle est payé à la tâche. Pas de travail, pas de revenu ! Après un travail de forçat commencé à l'aube, cet ouvrier percevra peut-être 1000 Frs, s'il est bien portant. Le vendeur de fagot ira chercher son bois à bicyclette à 20 ou 25 Km de la ville pour toucher en fin de compte une malheureuse somme de 500 ou 750 Fr. La paysanne ira vendre son panier de mangues ou de choux au marché à une distance de 10 ou 15 Km

avec son bébé perché sur le dos, pour en tirer peut-être 500 francs ! Une coiffeuse travaillant dans un salon de coiffure touche 500 Fr par jour. C'est le même bas revenu pour un éleveur de bétail.

Le gouvernement dit que le sac de 100 Kg de maïs, qui est la nourriture de base de nombreuses populations, est vendu à un prix fixe de 11 000 Fr. Non seulement c'est un mensonge, puisque dans certaines régions, le prix est à 15, voire 16 000 francs. Mais de plus, qui a donc les moyens d'acheter d'un seul coup tout un sac de maïs ? La population l'achète par « tine », au fur et à mesure, selon les moyens. Finalement, le prix du sac revient bien plus cher ! Il en va de même pour le riz. Le sac de 50 Kg qui était vendu à 11 ou 12 000 francs est passé au dessus de 13 000 francs. Là aussi, faut-il encore avoir les moyens de l'acheter en gros ! Le savon qui était à 200 Fr est passé à 350 voire 400 Fr. La bouteille d'huile (90 cl) vendue précédemment à 750 Fr est passée à 1100 Fr. Le kilogramme de lait en poudre est passé de 1000 Fr à 3000 Fr !

Ceux qui sont pauvres et qui ont le malheur de tomber malades, ne peuvent même pas se payer une seule boîte de 12 comprimés de « Doliprane » (1 600 Frs) après une journée de dur labeur. Pas même, d'ailleurs, l'instituteur qui est payé à environ 35 000 Fr par mois !

Ceux qui dirigent ce pays sont à mille lieux des préoccupations et des réalités cruelles que vit la grande majorité des habitants. Eux sont logés, nourris, blanchis et roulent dans des grosses cylindrées, sur le compte de l'Etat. Ils vivent la vie tranquille et insolente de cette catégorie aisée constituée de gros commerçants et affairistes en tous genres. Tous ces gens-là vivent dans un tout autre Burkina Faso. Ils ne subissent pas les conséquences des augmentations successives des prix. Leurs hauts revenus les mettent à l'abri des soucis quotidiens de la vie.

BURKINA FASO : FLAMBEE DES PRIX LA POPULATION CRIE SON RAS-LE-BOL !

La capitale burkinabé, Ouagadougou, n'a pas échappé à la vague de colère commencée à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays. En une douzaine de jours plusieurs localités ont connu la même situation, dont la ville de Banfora, la dernière grande ville avant la frontière ivoirienne. Partout, les populations ont exprimé leur colère dans la rue face à la flambée des prix. Quelques bâtiments gouvernementaux comme la Douane ou la Mairie de la ville de Bobo en ont fait les frais, ainsi que des feux de signalisation routière qui ont été vandalisés.

Ce coup de colère n'attendait en fait qu'une étincelle depuis longtemps pour exploser. Elle est venue du gouvernement lui-même qui a multiplié d'un seul coup par 3 ou 4 les sommes à payer pour les patentes et autres taxes à n'en plus finir imposées aux « commerçants », mécaniciens, coiffeurs, tenants des kiosques, à tous ceux qui se débrouillent grâce à des petits métiers, et ils sont nombreux surtout par ces temps difficiles. C'était la goutte d'eau de trop qui a fait déborder le vase.

La population n'en peut plus de subir sans broncher ces augmentations successives des prix du maïs, du riz, de l'huile, du savon, du carburant nécessaire pour les mobylettes, etc, qui atteignent des prix sans rapport avec les maigres revenus de la grande majorité des burkinabé. Par exemple, un dur labeur à l'usine est payé à 1 200 Fr la journée. Mais, faut-il encore trouver du travail ! Un coupeur de canne dans une plantation agro-industrielle est payé à la tâche. Pas de travail, pas de revenu ! Après un travail de forçat commencé à l'aube, cet ouvrier percevra peut-être 1000 Frs, s'il est bien portant. Le vendeur de fagot ira chercher son bois à bicyclette à 20 ou 25 Km de la ville pour toucher en fin de compte une malheureuse somme de 500 ou 750 Fr. La paysanne ira vendre son panier de mangues ou de choux au marché à une distance de 10 ou 15 Km

avec son bébé perché sur le dos, pour en tirer peut-être 500 francs ! Une coiffeuse travaillant dans un salon de coiffure touche 500 Fr par jour. C'est le même bas revenu pour un éleveur de bétail.

Le gouvernement dit que le sac de 100 Kg de maïs, qui est la nourriture de base de nombreuses populations, est vendu à un prix fixe de 11 000 Fr. Non seulement c'est un mensonge, puisque dans certaines régions, le prix est à 15, voire 16 000 francs. Mais de plus, qui a donc les moyens d'acheter d'un seul coup tout un sac de maïs ? La population l'achète par « tine », au fur et à mesure, selon les moyens. Finalement, le prix du sac revient bien plus cher ! Il en va de même pour le riz. Le sac de 50 Kg qui était vendu à 11 ou 12 000 francs est passé au dessus de 13 000 francs. Là aussi, faut-il encore avoir les moyens de l'acheter en gros ! Le savon qui était à 200 Fr est passé à 350 voire 400 Fr. La bouteille d'huile (90 cl) vendue précédemment à 750 Fr est passée à 1100 Fr. Le kilogramme de lait en poudre est passé de 1000 Fr à 3000 Fr !

Ceux qui sont pauvres et qui ont le malheur de tomber malades, ne peuvent même pas se payer une seule boîte de 12 comprimés de « Doliprane » (1 600 Frs) après une journée de dur labeur. Pas même, d'ailleurs, l'instituteur qui est payé à environ 35 000 Fr par mois !

Ceux qui dirigent ce pays sont à mille lieux des préoccupations et des réalités cruelles que vit la grande majorité des habitants. Eux sont logés, nourris, blanchis et roulent dans des grosses cylindrées, sur le compte de l'Etat. Ils vivent la vie tranquille et insolente de cette catégorie aisée constituée de gros commerçants et affairistes en tous genres. Tous ces gens-là vivent dans un tout autre Burkina Faso. Ils ne subissent pas les conséquences des augmentations successives des prix. Leurs hauts revenus les mettent à l'abri des soucis quotidiens de la vie.

C'est ainsi que le mouvement engagé par Castro finit par renverser la dictature de Batista en 1959.

Castro ne se réclamait pas du communisme. Son objectif se limitait à débarrasser le pays de la corruption, de la Mafia, de la dictature des grands propriétaires qui accaparaient toutes les ressources pendant que les paysans mourraient de faim. Au début il a cherché à établir des liens avec l'impérialisme américain ; c'est ce dernier qui ne l'a pas voulu. Les USA n'ont pas admis que leur homme de main, Batista, soit éjecté du pouvoir et cela à 180Km de leur côte. Ils ont au contraire institué un blocus économique. Du coup Castro nationalisa tous les biens des américains et se tourna vers l'URSS. Et depuis 1959 les USA ont pratiquement isolé Cuba du reste du monde. Les grandes puissances se sont solidarisées entre elles pour étrangler l'économie du pays. Les rares usines ont du mal à s'approvisionner en pièces détachées. Les matériels de véhicules de transport souffrent de la même pénurie. Depuis quelques temps certains pays d'Amérique latine comme le Venezuela d'Hugo Chavez viennent au secours de Cuba pour desserrer l'étau. Mais c'est peu de choses au regard des besoins réels.

Dès le début cela n'a pas empêché Castro de faire un certain nombre de réformes, en particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et en faveur de la paysannerie. Même si à Cuba il y a des inégalités, elles sont en tout cas moins criantes, moins choquantes que dans les autres pays de l'Amérique latine, et surtout l'Afrique. Le régime a éliminé l'analphabétisme, la population ne meurt pas de faim. De toute façon le régime a le mérite de ne pas céder à la pression

américaine même si cela a contribué à l'appauvrissement de la société cubaine.

Lorsque le nouveau régime de Cuba s'est établi en défiant l'emprise de l'impérialisme américain cela a suscité la sympathie et la popularité dans tous les pays du Tiers Monde et en particulier en Amérique latine. Cuba était présenté comme le symbole de la lutte contre l'impérialisme américain. Surtout lorsque ce dernier a essayé de renverser le pouvoir de Castro par une intervention militaire à partir de la baie des Cochons en 1961. La tentative a échoué et la sympathie augmenta d'autant.

Castro n'a jamais parlé au nom de la classe ouvrière, ni de l'internationalisme. Si à partir d'un certain moment il se réclamait du communisme cela date de ses liens avec l'Union Soviétique des années 1960, l'Etat des bureaucrates staliniens. Et à ce moment là il n'avait pas beaucoup de choix, le pays était isolé du reste du monde. La révolution castriste n'a rien à voir avec la révolution d'octobre 1917 en Russie. Castro n'avait pas l'ambition de propager la révolution dans le reste du monde ni d'aider les peuples du Tiers Monde à se libérer du capitalisme. Certes Che Guevara a essayé d'exporter à la Bolivie la guérilla paysanne pour y mettre en place un régime moins hostile à l'égard de Cuba. Ce fut un échec et Che Guevara le paya de sa vie.

Dans les pays du Tiers Monde certains intellectuels cherchaient du côté de Cuba un exemple à suivre. Cuba a constitué un exemple de révolution nationale radicale. Mais c'est une impasse car aucun peuple, aucun pays surtout pauvre ne peut connaître une émancipation véritable tant que la planète ne sera pas débarrassée du système capitaliste.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une